

la Colombie-Britannique, puis, au poste 569, \$300,000 pour aider les producteurs de ce même fruit en Nouvelle-Écosse. Si le ministre pouvait vendre toutes les pommes qu'il pouvait trouver, pourquoi les contribuables doivent-ils payer ces subventions? J'aimerais qu'il nous explique cela.

Le ministre, lorsqu'il a dit qu'il n'avait aucune difficulté dans le domaine de la vente, a oublié le bœuf, malgré tout ce qu'il a dit, car, même si cette nouvelle entente annoncée il y a plusieurs jours est un élément très important dans le commerce du bœuf, elle n'absorbera pas plus de 15 à 20 p. 100 des exportations que nous avons expédiées aux États-Unis l'an dernier. Cet accord apportera une aide pendant deux ou trois mois, mais, après cette période, nous retomberons exactement là où nous sommes en ce moment. A mon avis, la plupart des honorables députés ne croient pas à la vérité que les États-Unis lèveront leurs restrictions avant un an ou deux. Si c'est effectivement le cas, nous aurons assurément beaucoup de mal à vendre notre bœuf d'ici très peu de temps.

M. Ferrie: Qu'est-ce que vous connaissez du bœuf?

M. Thatcher: En regardant l'honorable député, je ne pense pas en savoir trop.

Il y a un autre point. A en croire les chiffres que le ministre a consignés cet après-midi au compte rendu, nos exportations vers la Grande-Bretagne en 1951 ont été plus considérables qu'en 1950. Sans doute est-ce exact, à la rigueur. Il n'a pourtant pas rappelé que pour une bonne part ces augmentations ont été provoquées par l'augmentation de nos expéditions de matières d'importance militaire vers ce pays. Si je consulte le même tableau je me rends compte qu'au chapitre aluminium, par exemple, il y a un relèvement de 39 à 57 millions; au chapitre zinc et plomb de 14 à 40 millions et pour les autres métaux non ferreux de 34 à 55 millions de dollars. Le point essentiel, si je ne m'abuse, c'est que nos débouchés pour les produits agricoles en Grande-Bretagne se sont trouvés sérieusement amoindris. Ce tableau-ci, encore une fois, vient à l'appui de mes dires. Ainsi pour le blé on note une chute entre 1950 et 1951, de 173 à 159 millions de dollars. Pour le bacon et le jambon la chute est de 24·4 millions à 0·6 million, pour le fromage de 15 à 8 millions etc. Je prétends qu'en ce moment l'agriculture canadienne fait face à une crise très réelle. Pourquoi? Pour une seule raison, soit la perte de bon nombre de nos traditionnels marchés britanniques.

Cet après-midi, le ministre a signalé, comme on l'a fait bien des fois jusqu'ici, que nous avons trouvé un marché de remplace-

ment aux États-Unis, ce dont je lui sais gré. Ce n'est pas une mince affaire mais, comme on l'a maintes fois répété cet après-midi, le marché américain n'est pas sûr. L'an dernier, ce pays a absorbé les deux tiers de nos exportations.

Or, jusqu'ici, le marché américain a toujours été vulnérable à une crise. Nous en avons eu un bon exemple il y a quelques mois. Nous avons conclu, ou signé, l'accord de Genève, dans l'espoir qu'il ouvrirait de meilleures perspectives commerciales que l'ancienne préférence impériale; je crois que c'est le cas. Mais, il y a quelques mois à peine, nous avons pu constater que les Américains peuvent annuler l'accord à leur gré car c'est exactement ce qu'a fait le Congrès américain relativement au fromage canadien.

Pendant que j'en suis là, je prie le ministre de m'expliquer pourquoi le Gouvernement est si hésitant à demander aux Américains qu'ils suppriment cette discrimination qui est contraire au traité. Le Gouvernement devrait peut-être songer à une mesure de représailles.

J'affirme donc que le marché américain est un bien faible roseau pour asseoir un meilleur marché canadien. Qu'arriverait-il au Canada si, lors des prochaines élections présidentielles, le sénateur Taft devenait président? Pour ma part, je reconnais bien de belles qualités à ce monsieur. A bien des égards, sans doute, il ferait un bon président, mais il reste qu'il est ou du moins qu'il a été l'homme des droits de douane plus élevés. Et si ces droits douaniers élevés étaient imposés, le Canada pourrait perdre soudainement une partie importante de son marché aux États-Unis. Il est donc judicieux, pendant qu'il est encore temps, de chercher à diversifier nos marchés. Cet après-midi, le représentant de Lethbridge a fait des remarques assez intéressantes sur les mesures qu'il y aurait lieu de prendre. Il est assez évident pour tous que la Grande-Bretagne offre le meilleur marché de remplacement pour les produits agricoles en ce moment. Il n'y a pas de doute là-dessus. Le ministre a reconnu lui-même que les Anglais aimeraient acheter notre fromage. Il a dit aussi qu'ils aimeraient acheter notre saumon, mais qu'ils n'ont pas de dollars pour se le procurer.

Je dois affirmer que c'est le Gouvernement qui est responsable pour une bonne part de cet état de choses, car les dirigeants britanniques nous ont dit depuis la fin de la guerre,—non pas une fois, mais cent fois,—qu'ils ne pourraient continuer d'acheter chez nous les mêmes quantités de denrées que si nous augmentions nos achats chez eux. En d'autres termes, ils déclarent que les difficultés économiques les contraignent d'adapter